

Interpellation concernant l'impact des mesures prises par le gouvernement fédéral en matière de chômage sur les budgets de la communes et du CPAS

Suite aux mesures néolibérales prises par le gouvernement fédéral, dont votre parti a le premier ministre, notre commune et ses habitants allons une nouvelle fois payer le prix fort !

Le contexte n'était déjà pas rose : Arcelor s'en va, les familles de nos concitoyens sont frappées de plein fouet par les pertes d'emploi. La commune perd un important revenu avec la force motrice. Et nos concitoyens ne dépenseront pas l'argent qu'ils n'ont plus à Saint-Nicolas, les quelques commerces restant s'en trouveront encore déforcés. Si ça ne suffisait pas, rappelons-nous aussi que la commune ne touche plus les dividendes DEXIA.

Et pourtant, jamais deux sans trois : notre (très) cher gouvernement néolibéral fédéral se dit qu'il est « logique » d'exclure les gens du chômage !

En novembre dernier, le syndicat socialiste a évalué à 55.000 chômeurs (dont 35.000 Wallons), le nombre de personnes qui seraient exclus du système des allocations d'insertion ou d'allocations d'attente, dès janvier 2015 en raison de la limitation dans le temps des ces allocations.

Les médias ont diffusé ce 5 février les résultats d'une étude complémentaire, commune par commune du nombre de demandeurs d'emploi qui seront exclus.

Certes, l'ONEm propose d'autres chiffres mais qui ne remettent pas en cause fondamentalement le nombre avancé par la FGTB. De plus, les chiffres avancés sont ceux au 1^{er} janvier 2015 et n'évoquent pas le nombre de chômeurs exclus après le 1^{er} janvier.

Pour notre commune de Saint-Nicolas, ce ne sera pas moins de 396 chômeurs qui seront exclus au 1^{er} janvier 2015. Toutes ces personnes perdront aussi leurs droits sociaux et cette période ne sera pas prise en compte dans le calcul de la pension.

Notons, en guise de parenthèse, tout le cynisme de ce gouvernement de droite qui « offre » de la misère aujourd'hui, et plus de misère encore à la pension ! L'ascenseur social ne fait que descendre...

Mais revenons à ces gens jetés à la porte de l'assurance chômage! De ces 396 Saint-Clausiens, des experts nous disent que grosso modo un tiers, soit environ 132, atteriront au CPAS, les 2 autres tiers bénéficiant, pour les uns, de la solidarité intrafamiliale, pour les autres, de rien du tout.

Monsieur le Bourgmestre, quelles seront les conséquences financières, et sociales, de ces exclusions sur le fonctionnement de la commune et de son CPAS, à court et à moyen terme,

en terme financier et en terme de surcharge de travail face à cet afflux de nouvelles demandes?

Comment le collègue va-t-il faire pour que ces mesures injustes du fédéral n'impactent pas encore les citoyens qui n'en sont pas responsables ?

Par ailleurs, quand comptez-vous manifester votre désapprobation ? Quand est-ce que notre Commune, devant ce signal d'alarme tiré hier par la Fédération des CPAS et aujourd'hui par les syndicats, va-t-elle exprimer officiellement sa désapprobation des décisions prises par le gouvernement fédéral ? Interpellez le fédéral, M. le Bourgmestre, et demandez le plus fort possible :

- que d'autres alternatives soient trouvées à cette chasse aux chômeurs
- que le fédéral cesse sans délai ce report de charges sur le niveau local.

Montrez que vous êtes socialistes même au fédéral ! Sortez des ententes de droite, et s'il vous plait, dans notre commune déjà dramatiquement touchée par le départ d'Arcelor notamment, qui souffre pour 20% de sa population du manque d'emploi, ne laissez pas croire que vous acceptez les options libérales d'exclusion et de régression des acquis sociaux !

Pour Ecolo,
Dominique DECOSTER, Conseillère communale.